



MINISTÈRE DE L'ALIMENTATION, DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE

**Direction des pêches maritimes et de l'aquaculture**  
**Sous-direction des ressources halieutiques**

Bureau de gestion de la ressource  
Adresse : 3, place de Fontenoy 75700 PARIS 07 SP  
Suivi par : Aurélie CHARBONNEAU  
Tel : 01 49 55 53 86  
Fax : 01 49 55 82 00  
Réf. Interne:/DPMA/SDRH/BGR  
NOR AGRM 0924100C

**CIRCULAIRE**

**DPMA/SDRH/C2009-9627**

**Date: 20 octobre 2009**

Date de mise en application : immédiate  
A lire avec les instructions jointes.  
Nombre d'annexes : 2

Le Ministre de l'alimentation, de  
l'agriculture et de la pêche  
à  
Madame et Messieurs les préfets de  
région

**Objet :** Délai de validité du permis de mise en exploitation des navires de pêche et prononcé de l'inactivité des navires de pêche pour la façade Atlantique-Manche-Mer du Nord et pour la façade Méditerranée.

Bases juridiques :

Règlement (CEE) n°2930/86 du Conseil du 22 septembre 1986 définissant les caractéristiques des navires de pêche ;  
Règlement (CEE) n° 2847/93 du Conseil, du 12 octobre 1993, instituant un régime de contrôle applicable à la politique commune de la pêche ;  
Règlement (CE) n° 109/94 de la Commission, du 19 janvier 1994, relatif au fichier communautaire des navires de pêche ;  
Règlement (CE) N°2370/2002 du Conseil du 20 décembre 2002 relatif à l'établissement d'une mesure communautaire d'urgence pour la démolition des navires de pêche ;  
Règlement (CE) N° 1438/2003 de la Commission du 12 août 2003 établissant les modalités d'application de la politique communautaire en matière de flotte définie au chapitre III du Règlement (CE) N° 2371/2002 du Conseil du 20 décembre 2002 relatif à la conservation et à l'exploitation durable des ressources halieutiques dans le cadre de la politique communautaire de la pêche ;  
Règlement (CE) N° 26/2004 de la Commission du 30 décembre 2003 relatif au fichier de la flotte de pêche communautaire ;  
Règlement (CE) N° 1198/2006 du Conseil du 27 juillet 2006 relatif au Fonds européen pour la pêche ;  
Décret-loi du 9 janvier 1852 modifié sur l'exercice de la pêche maritime ;  
Loi n°91-627 du 3 juillet 1991 portant diverses dispositions en matière de pêches maritimes et de cultures marines ;  
Loi n°97-1051 du 18 novembre 1997 d'orientation sur la pêche maritime et les cultures marines ;  
Décret n°93-33 du 8 janvier 1993 modifié relatif au permis de mise en exploitation des navires de pêche, pris pour l'application de l'article 3-1 du décret-loi du 9 janvier 1852 modifié portant sur l'exercice de la pêche maritime ;

Décret n°2000-249 du 15 mars 2000 modifiant le décret n°93-33 du 8 janvier 1993  
 Décret n°90-94 du 25 janvier 1990 pris pour l'application de l'article 3 du décret du 9 janvier 1852 modifié ;  
 Décret n°90-95 du 25 janvier 1990 pris pour l'application de l'article 3 du décret du 9 janvier 1852 modifié ;  
 Décret n°85-369 du 22 mars 1985 portant création de commissions régionales de modernisation et de développement de la flotte de pêche artisanale et des cultures marines ;  
 Arrêté du 18 décembre 2006 établissant les modalités de gestion des différents régimes d'autorisations définis par la réglementation communautaire et applicables aux navires français de pêche professionnelle immatriculés dans la Communauté européenne.

**Résumé :** La présente circulaire a pour objet de préciser les conditions de validité du permis de mise en exploitation et de sa caducité pour ce qui concerne la façade Atlantique-Manche-Mer du Nord et la façade Méditerranée. Les dispositions de la présente circulaire sont applicables à l'ensemble des départements métropolitains.

Mots-clés : Pêche maritime, permis de mise en exploitation, régime Entrée-Sortie, caducité, expiration du permis de mise en exploitation.

Destinataires	
Pour exécution :  Mme et MM. les Préfets de région  MM. les directeurs régionaux des affaires maritimes  Mr. le directeur des affaires maritimes	Pour information :  Mmes et MM. les Préfets de département  MM. les Directeurs départementaux des affaires maritimes  Mmes et MM. Les Présidents de Conseils régionaux et de Conseils généraux

## TABLE DES MATIERES

1. Contexte .....	3
2. Définitions.....	3
3. Durée de validité du permis de mise en exploitation .....	4
3.1. Les délais de validité du permis de mise en exploitation.....	4
3.2. La prorogation du délai de validité du permis de mise en exploitation .....	5
4. La caducité du permis de mise en exploitation .....	5
4.1. Les causes de caducité du permis de mise en exploitation .....	5
4.2. La notification de la caducité du permis de mise en exploitation.....	6
5. L'entrée en flotte du navire .....	6
6. L'inactivité du navire et le retrait de la licence de pêche communautaire .....	6
ANNEXE 1.....	7
Instructions aux Directions régionales des affaires maritimes .....	7
ANNEXE 2.....	8
Notification de l'expiration du délai de validité du permis de mise en exploitation .....	8

## 1. Contexte

La capacité de la flotte de pêche française est limitée par le règlement (CE) n°1348/2003. Ce règlement fixe un niveau de référence à ne pas dépasser pour la flotte française. Le respect de ce niveau est réalisé par les autorités françaises grâce à un encadrement des entrées en flotte.

L'entrée en flotte d'un navire de pêche professionnelle ou la modification de la capacité d'un navire de pêche professionnelle ne peut se faire que si les autorités françaises ont délivré à son propriétaire une **autorisation administrative préalable** d'entrée en flotte, le « permis de mise en exploitation ».

Ce permis de mise en exploitation (PME) est demandé, instruit et délivré selon les règles édictées par le décret loi du 9 janvier 1852 et le décret n°93-33 du 8 janvier 1993. Il a une durée de validité limitée dans le temps. Si au terme d'un des délais fixés par l'article 7 du décret précité, le PME n'est pas utilisé par le bénéficiaire, il devient caduc et ne permet plus ni la délivrance de la licence de pêche communautaire, ni l'armement administratif du navire à la pêche.

### Rappel des étapes de l'entrée en flotte d'un navire de pêche :

- 1) Demande de permis de mise en exploitation ;
- 2) Instruction de la demande de permis de mise en exploitation ;
- 3) Délivrance du permis de mise en exploitation,
- 4) Construction, modernisation, réarmement, importation,... du navire de pêche ;
- 5) Délivrance des titres (sécurité) ;
- 6) Délivrance de la licence communautaire de pêche (qui se substitue au permis de mise en exploitation).

Cette note a pour objet de rappeler les conditions de validité et de caducité du PME et de la licence communautaire de pêche afin de permettre aux services déconcentrés de la Direction des affaires maritimes de procéder à l'épuration des PME dits « flottants » (Annexe 1 Instructions aux DRAM) et des navires de pêche inactifs au fichier communautaire des navires de pêche.

## 2. Définitions

- Arrêté dit « Arrêté PME » : arrêté ministériel fixant le contingent exprimé en puissance et jauge pour la délivrance de permis de mise en exploitation d'un navire de pêche en France métropolitaine, pour la façade Atlantique Manche Mer du Nord et la façade Méditerranée ;
- Augmentation de la capacité du navire : augmentation de la puissance du navire exprimée en kilowatts et/ou du tonnage du navire exprimé en GT ou UMS ;
- Capacité de capture : capacité du navire utilisée pour l'exploitation commerciale des ressources halieutiques ;
- Capacité dite « de sécurité » : capacité du navire destinée à améliorer la sécurité à bord, les conditions de travail, l'hygiène et la qualité des produits sans augmenter la capacité de capture ;
- Caractéristiques « navire » : mentions apportées sur la décision attributive d'un PME identifiant le navire, sa capacité et l'armateur/propriétaire du navire ;
- Demande « autres » : demande de permis de mise en exploitation pour augmenter la capacité d'un navire en activité/en flotte ;

- Demande de PME « de droit » : demande de PME pour remplacer à capacité égale ou inférieure un navire détruit accidentellement ;
- Demande de PME « de sécurité » : demande de PME pour augmenter la capacité d'un navire en activité/en flotte afin d'améliorer la sécurité à bord, les conditions de travail, l'hygiène et la qualité des produits sans augmenter la capacité de capture ;
- Demande de PME « un pour un » : demande de PME pour remplacer à capacité égale ou inférieure un navire en activité/en flotte ;
- Fichier communautaire des navires de pêche : Fichier communautaire exhaustif de la flotte de pêche française (navires actifs et inactifs) ;
- Licence de pêche communautaire: autorisation communautaire d'utiliser une certaine capacité (exprimée en puissance et tonnage) pour l'exploitation commerciale des ressources halieutiques (cette licence remplace le PME à compter de l'armement administratif d'un navire à la pêche) ;
- Navires de pêche artisanale : au sens de la réglementation relative à la délivrance du permis de mise en exploitation, il s'agit des navires d'une longueur hors tout inférieure ou égale à 25 mètres ;
- Navires de pêche industrielle : au sens de la réglementation relative à la délivrance du permis de mise en exploitation, il s'agit des navires d'une longueur hors tout supérieure à 25 mètres ;
- Navire en activité/en flotte : navire actif au fichier de la flotte communautaire de pêche ;
- Navire actif : navire de pêche inscrit comme « actif » au fichier communautaire des navires de pêche et autorisés à exercer l'activité de pêche professionnelle ;
- Navire inactif : navire inscrit comme « inactif » au fichier de la flotte communautaire des navires de pêche pour lequel l'autorisation d'exercer l'activité de pêche professionnelle a expiré ;
- Navire soumis au régime PME : **tous** les navires de pêche professionnelle immatriculés en métropole ou dans un département d'outre-mer (la Réunion, la Guyane, la Martinique et la Guadeloupe) en activité ;
- Permis de mise en exploitation (PME) : autorisation administrative préalable de mise en exploitation d'un navire de pêche professionnelle déterminant ces caractéristiques maximales physiques (longueur hors tout, puissance en kilowatts et tonnage en GT ou UMS) ;
- PME non utilisés dits « flottants » : somme des capacités des permis de mise en exploitation non utilisés par leur titulaire ;

### **3. Durée de validité du permis de mise en exploitation**

#### **3.1. Les délais de validité du permis de mise en exploitation**

La durée de validité de la décision attribuant le permis de mise en exploitation est fixée par l'article 7 du décret consolidé n°93-33 du 8 janvier 1993, soit :

- pour les navires d'une longueur hors tout supérieure à 25 mètres :
  - 3 ans pour une opération de construction ;
  - 2 ans pour une opération d'augmentation de la puissance du navire ;
  - 6 mois pour toute autre opération.
- pour les navires d'une longueur hors tout inférieure ou égale à 25 mètres :
  - 2 ans pour une opération de construction ;
  - 1 an pour une opération d'augmentation de la puissance du navire ;
  - 6 mois pour toute autre opération.

### 3.2. La prorogation du délai de validité du permis de mise en exploitation

La durée de validité du PME peut être prolongée (article 7 du décret consolidé n°93-33 du 8 janvier 1993) pour **un an ou plus** par **l'autorité chargée de délivrer le PME** lorsque le titulaire dudit PME apporte la preuve que l'inexécution du projet est due à des **circonstances indépendantes de sa volonté**.

L'inexécution du projet due à des circonstances indépendantes de la volonté du titulaire s'entend d'une avarie grave, d'une incapacité de travail, de difficultés financières momentanées (justifiées au vu de pièces comptables, attestation de la banque, du groupement de gestion,...).

**Les motifs économiques qui pourraient justifier une prolongation de la validité du PME doivent être conjoncturels** (un PME ne peut pas rester inutilisé pour des raisons économiques dans le long terme).

Pour les navires d'une longueur hors tout égale ou inférieure à 25 mètres, la décision de prolongation doit être prise avant la date d'expiration du délai de validité du PME pour une durée qui ne peut pas être supérieure à un an renouvelable une fois.

<u>Exemple :</u>	<b>Validité de la décision PME</b>	<b>Décision de prolongation n°1</b>	<b>Décision de prolongation n°2</b>	<b>Durée maximum</b>
<b>Durée</b>	De 6 mois à 3 ans selon la longueur hors tout du navire et l'opération concernée (article 7 décret n°93-33)	1 an maximum à compter de la date de la décision de prolongation qui doit être antérieurement à la date d'expiration de la décision PME	1 an maximum à compter de la date de la décision de prolongation qui doit être antérieurement à la date d'expiration de première décision de prolongation	De 2 ans et six mois à 5 ans selon la longueur hors tout du navire et l'opération concernée (article 7 décret n°93-33)

IL EST PRECISE QUE LE RESPECT DE CES DELAIS EST IMPERATIF AFIN DE NE PAS GAGER DE LA CAPACITE.

### 4. La caducité du permis de mise en exploitation

#### 4.1. Les causes de caducité du permis de mise en exploitation

Le permis de mise en exploitation devient caduc :

- à l'expiration du délai de validité du PME si aucune prorogation n'a été faite ;
- en cas de prononcé de liquidation judiciaire du bénéficiaire du PME ;
- en cas de modification d'une des mentions du PME (nom du bénéficiaire, caractéristiques du navire en projet) ;
- en l'absence de la sortie de flotte du navire engagé au retrait (demande un pour un).

#### **4.2. La notification de la caducité du permis de mise en exploitation**

Un courrier de la DRAM compétente (Annexe 2) au titulaire de la dite décision informera ce dernier de l'expiration de la validité du PME accordé.

UN SUIVI RIGOUREUX DES DECISIONS EXPIREES DOIT ETRE FAIT PAR LES DRAM AFIN DE REDUIRE LES PME DITS « FLOTTANTS » IMMOBILISANT UN CONTINGENT IMPORTANT DE CAPACITE.

#### **5. L'entrée en flotte du navire**

L'entrée en flotte d'un navire de pêche intervient après la délivrance de la licence de pêche communautaire et l'armement administratif du navire à la pêche devant les services déconcentrés compétents de la Direction des affaires maritimes. Cette entrée en flotte est conditionnée à la présentation par le propriétaire (et/ou l'exploitant) du permis de mise en exploitation.

Le PME doit être valide.

Si le PME est affecté d'une des causes de caducité précédemment étudiées la délivrance de la licence de pêche communautaire comme l'armement administratif du navire à la pêche sont impossibles et doivent être refusés.

Les navires présentés à l'armement dont le PME est caduc doivent être portés à la connaissance de la Direction des pêches maritimes et de l'aquaculture qui statuera au cas par cas.

#### **6. L'inactivité du navire et le retrait de la licence de pêche communautaire**

La licence de pêche communautaire des navires désarmés administrativement depuis plus de 6 mois est retirée et le navire devient inactif au fichier communautaire des navires de pêche.

Un navire inactif n'est plus autorisé à exercer une activité de pêche professionnelle. Si le propriétaire et/ou armateur du navire souhaite à nouveau exercer une activité de pêche professionnelle, il devra déposer une nouvelle demande de permis de mise en exploitation.

La liste des navires désarmés depuis plus de 6 mois doit être communiquée mensuellement à la Direction des affaires maritimes par les services déconcentrés compétents de la Direction des affaires maritimes.

Le Directeur des pêches maritimes et de l'aquaculture

Philippe Mauguin



décision caduque fait l'objet d'une information de l'armement (Annexe 1 : Notification de l'expiration du délai de validité du permis de mise en exploitation).

Si le titulaire d'une décision caduque se présente aux fins de recevoir la licence communautaire de pêche de procéder à l'armement administratif du navire à la pêche navire, la caducité de son permis lui est opposée et son cas signalé à la Direction des pêches maritimes et de l'aquaculture qui statuera au cas pour cas sur les suites éventuelles à donner.

A titre d'information, l'annexe 2 rappelle exhaustivement les décisions de PME considérées comme en cours de validité. Toutes les décisions ne figurant pas sur ce document sont réputées caduques.

### **3. Constater l'inactivité des navires**

Le navire de pêche qui n'est plus exploité professionnellement à la pêche par son propriétaire et/ou armateur depuis plus de 6 mois est considéré comme inactif. Le propriétaire et/ou armateur d'un navire de pêche inactif perd sa licence communautaire de pêche.

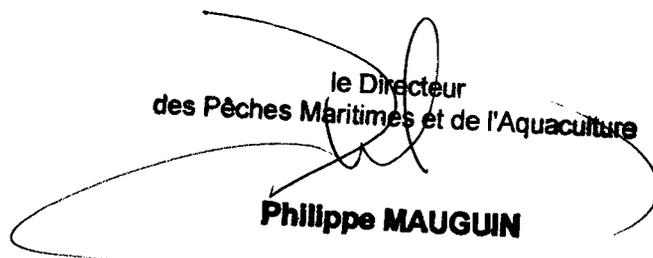
La perte de la licence communautaire de pêche empêche le propriétaire et/ou armateur d'un navire de pêche d'exercer l'activité de pêche professionnelle en mer.

L'inactivité d'un navire de pêche est constatée lorsque l'un des critères suivants est constaté:

- le navire est désarmé au sens administratif depuis six mois consécutifs ;
- le navire n'a procédé à aucune déclaration de captures et/ou débarquements depuis six mois consécutifs ;
- le navire assujetti à l'emport d'une balise VMS n'a réalisé aucune expédition maritime depuis six mois consécutifs (une attestation du Centre de surveillance des pêches est nécessaire).

Les services déconcentrés compétents de la Direction des affaires maritimes doivent contrôler la réalité de l'activité d'un navire de pêche au regard des critères ci-dessus exposés. Dès lors que l'inactivité d'un navire est constatée, les services en informent la Direction des Pêches maritimes et de l'aquaculture qui statuera au cas pour cas sur les suites éventuelles à donner.

le Directeur  
des Pêches Maritimes et de l'Aquaculture



**Philippe MAUGUIN**

## ANNEXE 1

### Notification de l'expiration du délai de validité du permis de mise en exploitation

(En tête Préfecture / Ministère)

#### NOTIFICATION DE L'EXPIRATION DU DELAI DE VALIDITE DU PERMIS DE MISE EN EXPLOITATION

Le Ministre de l'agriculture et de la pêche, / Le Préfet de la région...

VU le règlement (CEE) n°2930/86 du Conseil du 22 septembre 1986 définissant les caractéristiques des navires de pêche ;

VU le règlement (CEE) n° 2847/93 du Conseil, du 12 octobre 1993, instituant un régime de contrôle applicable à la politique commune de la pêche ;

VU le règlement (CE) n° 109/94 de la Commission, du 19 janvier 1994, relatif au fichier communautaire des navires de pêche ;

VU le règlement (CE) n°2371/2002 du Conseil du 20 décembre 2002 relatif à la conservation et à l'exploitation durable des ressources halieutiques dans le cadre de la politique commune de la pêche ;

VU le règlement (CE)n°1438/2003 de la commission du 12 août 2003 établissant les modalités d'application de la politique communautaire en matière de flotte définie au chapitre III du règlement (CE)n°2371/2002 du Conseil ;

VU le décret n° 2000-249 du 15 mars 2000 modifiant le décret n° 93-33 du 8 janvier 1993 relatif au permis de mise en exploitation des navires de pêche pris pour l'application de l'article 3-1 du décret du 9 janvier 1852 modifié sur l'exercice de la pêche maritime ;

VU l'arrêté du           fixant le contingent exprimé en puissance et en jauge pour la délivrance des permis de mise en exploitation des navires de pêche au cours ;

Vu la circulaire du       fixant les délais de validité et de caducité du permis de mise en exploitation ;

VU la décision n°...de...attribuant à ...un permis de mise en exploitation pour...;

CONSTATE

#### ARTICLE 1er :

La décision de permis de mise en exploitation n°..... du ....délivrée à l'armement ....pour une opération de.... a expiré le.... .

#### ARTICLE 2 :

Le permis de mise en explication n°... est caduc.

#### ARTICLE 3 :

Le permis de mise en explication n°... ne peut plus être présenté ni pour la délivrance de la licence de pêche communautaire, ni pour l'armement administratif du navire à la pêche.

Visa de l'autorité

ANNEXE 2  
Permis de mise en exploitation en cours

DRAM	Nom et prénom du demandeur	N° du navire	Nom du navire	Quartier	KW	UMS	UMS Sécurité	LHT	Type de PME(1)	N° du PME	Date de délivrance	Limite de validité	Etat du projet	Arrêté
Aquitaine	BRICE Pascal	928959	CÉCILE SOPHIE III	Arcachon	73	1 43		5 6	C 1/ C				A août-09	
Aquitaine	BOUJON Serge	925156	LE SALTIMBANQUE	Arcachon	36	2 2		<25M	Autres C	6	30/10/2007	29/10/2009	1	
Aquitaine	ZUMALDE IGARTUA Miquel	922719		Bayonne	37	2		<25M	Autres C	7	30/10/2007	29/10/2009	1	
Aquitaine	DUPONT Enck	904443		Bordeaux	74	10		<25M	Autres C	10	10/06/2008	09/06/2010	1	
Aquitaine	PERUCHO Mathieu	925168		Arcachon	73	1 46		<25M	Autres C	18	10/06/2008	09/06/2010	1	
Aquitaine	LUCINE Eric	924548	MANDRIN I	Arcachon	73	2 5		<25M	Autres C	19	10/06/2008	09/06/2010	1	
Aquitaine	ELIZALDE Jean-Paul	922733		Bayonne	54	2		<25M	Autres C	21	10/06/2008	09/06/2010	1	
Aquitaine	PERUCHO Thibault	925189		Arcachon	29	1		<25M	D	22	30/09/2008	29/09/2010	1	
Aquitaine	SARL ARMEMENT MARINE GEYRE Anik	922721		Bayonne	588	250		>25M	Autres C	1 DPMA	31/07/2008	30/07/2011	1	
Aquitaine	CAZEAUX Vincent **	905343	PEOUGUE	Arcachon	51	1		6 67	Autres C				A 01/11/2008	
Aquitaine	LAFFITTE Laurent	925194	projet	Arcachon	73	1 2		6	Autres F				A fevr-09	
Aquitaine	BAUDRIT Patrick		projet	Bordeaux	66	1		6 99	Autres C				A fevr-09	
Aquitaine	ITURZAETA Cyril		projet	Bayonne	112	5 91		8 86	Autres C				A fevr-09	
Aquitaine	GASSIAN Dominique	826935	CONCHITA	Arcachon	19	0 94		4 96	Autres F				A fevr-09	
Aquitaine	FAVROUL Francis	783605	PETIT BLAIREAU	Arcachon	258	65 08		15 9	Autres J				A fevr-09	
Aquitaine	Société responsable pêche durable (SRPD)			Arcachon	360	99		19 5	Autres C				A fevr-09	
Basse-Normandie	ACTIMER SARL	949259	ENLEEN	CH	81 52	2 56		7 54	Autres R&J				A fevr-09	
Basse-Normandie	CHRETIEN Hubert	338284	ZONARD	CH	44 1	1 33		6 8	Autres R				A fevr-09	
Basse-Normandie	MARASIS Sébastien	907926	OLAF III	CH	110	4 4		8 2	Autres R				A fevr-09	
Basse-Normandie	LEGER Michel	711778	L'AVENTURIE	CN	44	3		7 1	Autres J				A fevr-09	
Basse-Normandie	MONBRUN Maxime	922447	LE PHELYA	CN	59	2 18		6 23	Autres R				A fevr-09	
Basse-Normandie	GUENON Philippe	826964	DJAJA	CH	110	3 47		7 3	Autres R				A fevr-09	
Basse-Normandie	LE ROUX Bruno			CN	50	3		6 99	Autres R				A fevr-09	
Basse-Normandie	LAPIE Patrice	923493	LES FORAINES II	CH	58 2	2 93		7 1	Autres R				A fevr-09	
Basse-Normandie	VALOGNES Jérôme	273866	DE LA BRISE	CN	86	4 35		8 86	Autres R				A fevr-09	
Basse-Normandie	D'AIGREMONT Hélier	922500	PISCATOR II	CH	84 64	3 16		6 9	Autres R				A fevr-09	
Basse-Normandie	LEROUX Bruno / BOLOCH S	900071	LE TREGOR	CN	52	1 86		6 63	Autres R				A fevr-09	
Basse-Normandie	GAUDIN Luc	711027	NINA	CN	95	5 5		8	Autres J				A fevr-09	
Basse-Normandie	ORMASUB -SARL	925090	AWABI 3	CH	88	2 02		5 5	Autres R&J				A fevr-09	
Basse-Normandie	ACTIMER SARL	925091	ENLEEN	CH	51 52	2		5 8	Autres R&J				A fevr-09	
Basse-Normandie	GRIMALDI Morgan	273957	LES TROIS MATS	CN	25	1 34		6 4	Autres R				A fevr-09	
Basse-Normandie		925098	BULOTIER II	CH	220	11 5		11 5	Autres R&J		30/06/2008	29/06/2010	1	
Bretagne	SEP RASTEAU Yannick/ARHAN Mickaël				129	4 35		6 86	D/C				A août-09	
Bretagne	L'HEREC Sébastien				147	16 68		11 9	D/C				A août-09	
Bretagne	Hervou-Lamort	735992	Flavie Geoffrey	SM	147	21 88		12	D/FA				A août-09	
Bretagne	FERRÉ Stéphane			SB	66	4		6 5	D/C				A août-09	
Bretagne	GUILLAS Bruno			LO	70	4 84		8 45	D/C				A août-09	
Bretagne	SAS LA HOULE	711864	ANTAEUS	gv	412	174		20 885	C 1				A jul-09	
Bretagne	SAS LA HOULE		LE DERBY 2	GV	405	137		22	C 1				A jul-09	
Bretagne	MARECHAL Laurent				168	4 06		6 4	C 1				A jul-09	
Bretagne	SARL NAVAJOS				250	53 78		1 7	C 1				A jul-09	
Bretagne	THOMAS Alan	777477	SEBASTIEN VII	SM	350	62		15 83	C 1				A jul-09	
Bretagne	GALLOU Jean-Paul			CC	172	35 38		17	D				A jul-09	
Bretagne	Iunc Armement (scapêche)	724521	Zubernea	GV	441	164 77		23 08	Autres Ja				A jul-09	
Bretagne	Armement Notre Dame de Kerzanan II Copropriété Begonon/Salaun	688424	Notre Dame de Kerzanan II	MX	657	163 65		23 93	Autres Ja				A jul-09	
Bretagne	GALLOU Jean-Paul et Bourhis Raymond				172	35 38		17	D/C		30/1/2009	20/05/2009	19/05/2011	1
Bretagne	COGNAC François	730409	LE FRUGY	GV	150	0	8 02	15 3	Autres Ja		10 02 2009	16 02 2009	09 03 2011	1
Bretagne	SAPL	921678	LA PEROUSSE	BA	515	150 54		23 96	Autres J		18/1/2009	10/03/2009	09/03/2011	1
Bretagne	SAPL	922683	BOUGAINVILLE	BA	515	150 54		23 96	Autres J		19/1/2009	10/03/2009	09/03/2011	1
Bretagne	PAUCHET Emmanuel				250	156			D		08/26/2009	17/04/2009	16/04/2011	1
Bretagne	PORCHET LONCLE	928075		SB	656	181		24 99	D				A 07/11/2008	
Bretagne	SEP FILY/GUILCHER				114	5 89		9 8	Autres C				A 07/11/2008	
Bretagne	ROULET				44	2 48		6 25	Autres C				A 07/11/2008	
Bretagne	RAOUL Stéphane				129	4 35		8 86	Autres C				A 07/11/2008	
Bretagne	MATEL				37	1 15		6 2	Autres C				A 07/11/2008	
Bretagne	LE GUENNEC				14	0 92		4 4	Autres C				A 07/11/2008	
Bretagne	LE CORVO Philippe				33	1 56		5 8	Autres C				A 07/11/2008	
Bretagne	LE BRUN	577930	HARMATTAN	BR	147	4 41		7 5	Autres C				A 07/11/2008	
Bretagne	LE BEL				7	1 6		5 7	Autres C				A 07/11/2008	
Bretagne	LASBLEY				294	43 65		14 9	Autres C				A 07/11/2008	
Bretagne	GUILLERM Jean-Philippe				191	50		14 95	Autres C				A 07/11/2008	
Bretagne	CAER Serge				87	6		9 2	Autres C				A 07/11/2008	
Bretagne	LE COZE Yvan	184610	MERCATOR	SB	85	6 7		8 43	Autres R&J				A fevr-09	
Bretagne	LETY Chmstan et LE PETIT Dany				73 6	3 38		7 4	Autres C	188/2009	08/03/2009	05/03/2011	1 fevr-09	
Bretagne	CABIOCH Philippe	86			1 3			6 04	Autres C	186/2009	06/03/2009	05/03/2011	1 fevr-09	
Bretagne	COSPEREC Olivier				81	1 95		7 05	Autres C				A fevr-09	
Bretagne	DUBOIS Erwan				136	15 44		11 95	Autres C				A fevr-09	
Bretagne	LAPART Patrick				136	4 09		8 5	Autres C				A fevr-09	
Bretagne	PORCHER Oednc				375	160		22 5	Autres C				A fevr-09	
Bretagne	MSOMMESOUSJACKY	926606	ATOUT II		113	10 6		9 98	Autres C	536/2007	26/10/2007	26/10/2009	1	
Bretagne	MBOURCIER	926557		SM	147	21 8		11 98	Autres C	291/2008	16/05/2008	16/05/2010	1	
Bretagne	MOIROUSTEPHANE	905678	PENFRET II		22	2 4		6 3	Autres C	350/2008	20/06/2008	20/06/2010	1	
Bretagne	MRBARGAINDIER	898501			321	12 7		11 95	Autres C	487/2008	22/10/2008	22/10/2010	1	
Bretagne	SAS LA HOULE	898500			11	2		5 8	Autres C	284/2008	15/05/2008	15/05/2010	1	
Bretagne	MGUEGUENILLES	898497			5	0 77		4 5	Autres C	281/2008	15/05/2008	15/05/2010	1	
Bretagne	MLAPARTPATRICK	895524			136	5 54		8 5	Autres C	347/2008	20/06/2008	20/06/2010	1	
Bretagne		895523			118	4 35		8 86	Autres C	349/2008	20/06/2008	20/06/2010	1	
Bretagne	SARLCASSANDRE	829903	ROXANE II		504	186 26		23	Autres C	346/2008	20/06/2008	20/06/2010	1	
Bretagne	MDESBEAUX	184610	MERCATOR		85	6 7		8 43	Autres C	126/2008	19/02/2008	19/02/2010	1	
Bretagne	BOTTI Philippe	923189	MAX	Aj	114	3 39		8 25	C 1				A jul-09	
Bretagne	BOTTI Philippe	923189			114	3 38		8 25	C 1				A jul-09	
Bretagne	SARL XJUA	683777	RONSARD	BA	736	273		32 8	Autres Ja	69/2009	30/04/2009	30/10/2009	1	
DPMA	Dhellemmas	545166	Galber	CC	588	317		34	Autres Ja				A jul-09	
DPMA	SA ALOUETTE			xx	570	242			D				A jul-09	
DPMA	COBRECAF			xx	3645	2119		82	D				A jul-09	
DPMA	SARL ANEI-ARTE et DJMORA	752562	LANDORA	LO	818	325		33 8	C 1				A jul-09	
DPMA	SA Armement DHELLEMMES				588	297		34	Autres C				A 07/11/2008	
DPMA	SAUPIQUET			CC	2649	1950			Autres C				1 fevr-09	
DPMA	SAPMER			CC	2870	1259			Autres C				1 fevr-09	
Languedoc-Roussillon	FONTANET	660321	PATOUILLARD I	C 1	58			8 54	Autres C				A jul-09	
Languedoc-Roussillon	GOLKA	928660	POULP'OR II	ST	110	3 3		8 5	C 1				A jul-09	
Languedoc-Roussillon	CREUS Steve	286420	ESTELLE-DAVID	PV	55	3 02		7 25	Autres Fa	114/2009	21/09/2009	20/03/2010	1	
Languedoc-Roussillon	GIORDANO Jean-Francois		construction	ST	109	5			C 1	121/2009	05/10/2009	04/10/2010	1	
Languedoc-Roussillon	LORIS	926021	JAC											

Languedoc-Roussillon	HULIN René	657717	NANA	PV	14	0,94			Autres Fa	71/2009	28/04/2009	27/10/2009	1 févr-09	
Languedoc-Roussillon	MARIN Stéphane				30	1,51			Autres J	70/2009	28/04/2009	27/04/2011	1 févr-09	
Languedoc-Roussillon	METTE Bernard	584930	AVEL ARMOR	PV	110	2,89			Autres J		69/2009	28/04/2009	27/10/2009	1 févr-09
Languedoc-Roussillon	PLANAS Marc	751940	MATEMI	PV	10	1,17	6,48		Autres C				A 01/11/2008	
Languedoc-Roussillon	MORENO Louis-Michel	249890	ORENE	ST	14	0,64	5,65		Autres C				A 01/11/2008	
Languedoc-Roussillon	LAMBERT Jean-Louis	613279	MATTHIEU MORGANE	ST	55	2,41	8,6		Autres C				A 01/11/2008	
Languedoc-Roussillon	CANVILLE Baptiste	926639	BAPTISTE I	ST	81	1,81	7,5		Autres C				A 01/11/2008	
Languedoc-Roussillon	BRUGIERE Dominique	926642	SOPHIE CHARLOTTE	ST	44	0,55	4,8		Autres C				A 01/11/2008	
Languedoc-Roussillon	Sté CAP BEAR	711693	LE BURANO	CH	316	93,42	8,5		Autres J				A févr-09	
Languedoc-Roussillon	FILIPJAK Jérôme	624165	ORCA	ST	58	1,65	6,82		Autres R				A févr-09	
Languedoc-Roussillon	FLAPIEK Jacques	345770	DOREMY II	ST	110	3,39	7,02		Autres R		23/2009	16/02/2009	15/02/2010	1 févr-09
Languedoc-Roussillon	FALCONI Lilian	436940	PRINCESSE II	ST	36	0,95	3,6		Autres R				A févr-09	
Languedoc-Roussillon	GARCIA Frédéric	310565	LE MARLEY	ST	184	6,02	10,84		Autres R				A févr-09	
Languedoc-Roussillon	CARTIER Frédéric	310631	PITITE	ST	55	0,49	5,44		Autres R		20/2009	16/02/2009	15/02/2010	1 févr-09
Languedoc-Roussillon	PARIOT Ludovic	900233	JESSYLU	ST	155	5,42	10,2		Autres R		19/2009	16/02/2009	15/02/2010	1 févr-09
Languedoc-Roussillon	MORGE Thierry	669396	BELUGA	ST	147	2,23	7,44		Autres R		18/2009	16/02/2009	15/02/2010	1 févr-09
Languedoc-Roussillon	TDLENTINO Laurent	613339	KALVIN	ST	184	2,68	8,55		Autres R		17/2009	16/02/2009	15/02/2010	1 févr-09
Languedoc-Roussillon	BELLONE Eric			ST	222	5,5	10,61		Autres C				A févr-09	
Languedoc-Roussillon	GONZALEZ Franck			ST	110	2,7	7,8		Autres C		15/2009	16/02/2009	15/02/2011	1 févr-09
Languedoc-Roussillon	EYCHENNE Christophe		SONIA II	ST	130	3,2	7,9		Autres C		16/02/2009	16/02/2009	15/02/2010	1 févr-09
Languedoc-Roussillon	MAURAN Teddy	671460	CAP ENZO	ST	176	2,1	6,5		C,1		13/02/2008	13/06/2008	30/12/2009	1 févr-09
Languedoc-Roussillon	BERTON Erwan	916555	construction	PV	102	2,4	7,9				07/12/08	28/05/2008	30/12/2010	1
Languedoc-Roussillon		819529	ARCHIMEDE II	ST	40	1,55	5,05				05/2/2008	13/05/2008	30/12/2009	1
Languedoc-Roussillon		781483	TINTAMARRE	PV	103	3,02	7,25				04/12/08	13/05/2008	30/12/2009	1
Languedoc-Roussillon	ARCE Christan			ST	18	1	2,9		Autres C		038/2008	13/05/2008	30/12/2010	1
Languedoc-Roussillon					589	69	24,9		Autres J		07/2007		30/12/2010	2
Nord-Pas-de-Calais-Picardie	WILLIAM Franck	899830	KEVIN MARGAUX	BL	0	0	11,98		Autres J				A 01/11/2008	
Nord-Pas-de-Calais-Picardie	LAMOUR Eric et Marcel				167	13,44	10,8		D	067-R-2008	18/03/2008	17/03/2010	1 01/11/2008	
Nord-Pas-de-Calais-Picardie	DELABY Jean-Joseph				162	26,62	11,93		D/C	089-R-2008	18/03/2008	17/03/2010	1 01/11/2008	
Nord-Pas-de-Calais-Picardie	DEBORGERH Pascal	562367	L'EPERVIER	BL	250	6,87	11,95		Autres J				A févr-09	
Nord-Pas-de-Calais-Picardie	GILLON Yvon et Johann	925622			204	12,7			C,1	129-R-08	05/05/2008	04/05/2010	1 18/04/2008	
Nord-Pas-de-Calais-Picardie		925621			162	26,62			D/C	089-R-08	18/03/2008	17/03/2010	1	
Nord-Pas-de-Calais-Picardie		925619			167	13,44			D/C	087-R-08	18/03/2008	17/03/2010	1	
PACA	JOUAN Jean-Paul	701355	SKALDA	TL	33	1,04	4,99		C,1				A juil-09	
PACA	GUERIN Ariette	509144	HASTINGS	TL	58	3,15	6,05		C,1				A juil-09	
PACA	SARL ST PIERRE DE LA MER	917460	THEO CLOE	MA	106	2,24	7,53		C,1				A juil-09	
PACA	LOPEZ Jean Noel	727970	JORJOH	TL	29	1,28	5,2		C,1				A juil-09	
PACA	PEZET Bernard	790703	GEORGES	TL	37	1,98	7,9		C,1				A juil-09	
PACA	LOPEZ Laurent	671293	GYMAR 2	MT	37	1,33	6		C,1				A juil-09	
PACA	FILANCIA Yves	485259	FREDERIC MARCO	TL	11	1,99	5,6		C,1				A juil-09	
PACA	MOLINARI Steve	249893	MOULU	NI	85	2,43	5,95		C,1				A juil-09	
PACA	AVERSANO Jerome		L'AVENIR		316	7,8			Autres J	315/2009	17/03/2009	17/03/2010	1	
PACA	BLANC Nicolas	456770	NICO		40	1,3			Autres R	312/2009	17/03/2009	17/03/2010	1	
PACA	FIESCHI Frederic	418845	JEAN MARIE		92	3,95			Autres R	311/2009	17/03/2009	17/03/2010	1	
PACA	ANGHELOU Dominique	917456	BASALE 2		51	1,34			Autres C	1207/2007	18/12/2007	18/12/2009	1	
PACA	DJABARI Marez	812336	RAZIMARIAN 2	NI	153	2,57	6,85		Autres R	310/2009	17/03/2009	17/03/2010	1 févr-09	
PACA	SANZ Christan	264786	BEUBEU	MT	78	1,45	6,32		Autres R				A févr-09	
PACA	LEDUC Cedric	819555	CATHY	MT	110	3,22	7,54		Autres R				A févr-09	
PACA	CANNOVA Franck	859029	PEPE RAOUL	TL	110	2,65	7,6		Autres R				A févr-09	
PACA	HIELY Jean-Denis	132373	MARINÉ MEGAN	MT	10	0,68	3,5		Autres R				A févr-09	
PACA	GOUT VERNIER Hervé		L'INTREPIDE	MT	221	60,5	1,8		Autres C				A févr-09	
PACA		258089	N D DE LOURDES	NI	10	1,27	5		Autres C	610/2008	25/06/2008	24/06/2010	1 18/04/2008	
PACA		812174	COREIA	TL	31	1,78	6,7		Autres C	605/2008	25/06/2008	24/06/2010	1 18/04/2008	
PACA		917459	ZENITH II	MT	70	3,79	8,83		Autres J	597/2008	25/06/2008	24/06/2010	1 18/04/2008	
PACA		917456	JULIEN I	MT	147	2,41	7,28		Autres C	601/2008	25/06/2008	24/06/2010	1 18/04/2008	
PACA		917444	CLAUJOY	MT	110	4,25	7,3		Autres C	600/2008	25/06/2008	24/06/2010	1	
PACA		927088	CARMEN HELENE 2	MA	37	3,21	8,5		Autres C	305/2009	17/03/2009	17/03/2011	1	
Pays de Loire	PIANINI Gerard	870019	OFNI	NO	29,42	1,47	6,12		C,1				A juil-09	
Pays de Loire	ADRIEN Richard				145	10,64	10,23		Autres F				A 01/11/2008	
Pays de Loire	CLÉRY Catherine	192726	CAP AU LARGE	SN	353	89	16		Autres C				A 01/11/2008	
Pays de Loire	ACAVIE		LE NATIF II		0	15	2,92		Autres C				A 01/11/2008	
Pays de Loire	ACAVILEGE		LE PONTIFE II		0	35	0		Autres C				A 01/11/2008	
Pays de Loire	ACAV	918546	BARGEOURIE	LS	85	1,94	7		Autres R				A févr-09	
Pays de Loire	FRADET Philippe	639198			52	3,89	7,9		Autres F				A févr-09	
Pays de Loire	BLAY Yann	289035			56	1,2	6,32		Autres R				A févr-09	
Pays de Loire	RENAUD Tony	752995			182	9,8			Autres C	DN0012/2007	17/10/2007	16/10/2009	1	
Pays de Loire	BENETEAU David	919805	ETENDARD	YE	220	27			Autres C	DN0004/2007	31/12/2007	30/12/2009	1	
Pays de Loire	LEGE Francois-ACAV	918550	LE PONTIFE II	LS	714	195			Autres C	DN0001/2007	31/07/2007	30/07/2010	1	
Pays de Loire	SAS CANE (Monsieur	916110	ATLANTIC	SN	345	100	16		C,1				30/12/2009	1
Pays de Loire	ORSONNEAU Yannick et David	919904	MAMMOUTH	YE	362	103	21						23/10/2009	2
Pays de Loire	ACAV	918546	BARGEOURIE	LS	81	6,05	9,88		Autres C				A févr-09	
Pays de Loire	ACAV	918545	ROCHE-PIE	LS	74	9	10,9		Autres C				A févr-09	
Poitou-Charentes	BLANC Eric		CHARLY	MN	78	14	11		Autres C		05/05/2008	04/05/2010	1	
Poitou-Charentes	BARRAU Lionel		MERCI II	MN	74	9	10,9		Autres C				A févr-09	
Poitou-Charentes		925883	TITOUNET II	IO	66	3,2	6,8		Autres C		05/05/2008	04/05/2010	1	
Poitou-Charentes		925882	FIFITOU 2	MN	88	6	10,6		Autres C		05/05/2008	04/05/2010	1	
Poitou-Charentes		928191	L'AUBE IV	LR					Autres C				04/05/2010	1



## ANNEXE 2

### Notification de l'expiration du délai de validité du permis de mise en exploitation

(En tête Préfecture / Ministère)

#### NOTIFICATION DE L'EXPIRATION DU DELAI DE VALIDITE DU PERMIS DE MISE EN EXPLOITATION

Le Ministre de l'agriculture et de la pêche, / Le Préfet de la région...

VU le règlement (CEE) n°2930/86 du Conseil du 22 septembre 1986 définissant les caractéristiques des navires de pêche ;

VU le règlement (CEE) n° 2847/93 du Conseil, du 12 octobre 1993, instituant un régime de contrôle applicable à la politique commune de la pêche ;

VU le règlement (CE) n° 109/94 de la Commission, du 19 janvier 1994, relatif au fichier communautaire des navires de pêche ;

VU le règlement (CE) n°2371/2002 du Conseil du 20 décembre 2002 relatif à la conservation et à l'exploitation durable des ressources halieutiques dans le cadre de la politique commune de la pêche ;

VU le règlement (CE)n°1438/2003 de la commission du 12 août 2003 établissant les modalités d'application de la politique communautaire en matière de flotte définie au chapitre III du règlement (CE)n°2371/2002 du Conseil ;

VU le décret n° 2000-249 du 15 mars 2000 modifiant le décret n° 93-33 du 8 janvier 1993 relatif au permis de mise en exploitation des navires de pêche pris pour l'application de l'article 3-1 du décret du 9 janvier 1852 modifié sur l'exercice de la pêche maritime ;

VU l'arrêté du fixant le contingent exprimé en puissance et en jauge pour la délivrance des permis de mise en exploitation des navires de pêche au cours ;

Vu la circulaire du fixant les délais de validité et de caducité du permis de mise en exploitation ;

VU la décision n°...de....attribuant à ...un permis de mise en exploitation pour...;

CONSTATE

#### ARTICLE 1er :

La décision de permis de mise en exploitation n°..... du ....délivrée à l'armement ...pour une opération de.... a expiré le.... .

#### ARTICLE 2 :

Le permis de mise en explication n°... est caduc.

#### ARTICLE 3 :

Le permis de mise en explication n°... ne peut plus être présenté ni pour la délivrance de la licence de pêche communautaire, ni pour l'armement administratif du navire à la pêche.

Visa de l'autorité